

LE FN ET LA POLICE



Le Front National est un parti d'extrême droite, cela tombe sous le sens, malgré son toilettage de façade suite à la passation de pouvoir entre le père Le Pen et la fille. Quelles que soient les époques, l'extrême-droite a toujours su tisser des liens plus qu'amicaux avec les forces de police. En se faisant passer pour un parti anti-système qu'en est-il de ses relations avec la police et les forces de répression ? Quelle vision le Front National a-t-il de cette police ? Quelle place ce parti laisse-t-il à cette force ?

Le FN et la police : l'amour fou

Sans aller trop loin dans l'histoire du FN, nous démarrerons cette histoire d'amour en 1995. Cette date marque la volonté de s'implanter dans le monde du travail, Bruno Gollnisch alors secrétaire général du FN, résume la volonté de s'implanter et de semer la mauvaise herbe fasciste en cette phrase : « un Front social sur le front du travail » Il est aidé pour cela par Bruno Megret. Ce n'est pas une surprise, mais le premier syndicat qui voit le jour est le FN-Police le 6 novembre 1996 avec l'agrément de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur du gouvernement Juppé. Les élections professionnelles des 12 et 15 décembre de la même année lui donnent 7,4% des voix, score important pour un syndicat qui vient de se créer et qui se présente pour la première fois, et il obtient un siège en commission paritaire. Dans des élections locales ce syndicat, avançant masqué, se présente sous l'étiquette Solidarité-Police. Son président, Jean-Paul Laurendeau, ancien secrétaire de la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police, proche des milieux d'extrême droite, joue la surenchère demandant plus d'armement, il réclame le droit «de tirer après sommation», et, pour les revolvers, «des étuis à dégagement rapide» parce que c'est «plus facile pour courir»... Mais ce syndicat aura une courte existence, le 10 avril 1998, la Cour de Cassation invalidera le syndicat à la demande des autres organisations se basant sur ses liens organiques avec un parti politique. Suite à cela les policiers du FN tenteront de noyauter la CFTC. Actuellement, le conseiller sécurité de Marine Le Pen après avoir été celui de de Villiers, n'est autre que Michel Thooris,



Michel Thooris et Collard

ex-membre d'Action Police-CFTC, ayant comme avocat Gilbert Collard du rassemblement Bleu Marine. Thooris est un fervent défenseur du groupuscule sioniste d'extrême-droite la Ligue de Défense Juive. Il a quitté la CFTC pour créer le syndicat France Police.

La police, une réserve électorale

En 2016, une étude du CEVIPOF montre qu'à plus de 51,5%, les fonctionnaires de police et les militaires qui ont voté ont choisi le FN contre 30% en 2012, soit une augmentation de 70%. Ce vote découle notamment du discours inchangé du FN sur les pouvoirs régaliens, de renforcement de la Police, de l'Armée et de la Justice, les violons d'Ingres de l'extrême droite en général. La volonté de renforcer les forces armées et judiciaires, donc répressives, n'échappe pas à un électorat qui déjà a obtenu des moyens sous les divers gouvernements, séduit par le parti aux idées nauséabondes qui lui donnera encore plus de moyens mais aussi les mains libres pour les diverses exactions dont les policiers savent souvent faire preuve. Lors des mobilisations du

printemps dernier, contre la Loi Travail, on a pu voir un déferlement de policiers surarmés utilisant flash-ball, grenades de désencerclement et gaz en tout genre. Le FN, par pure démagogie et dénonçant depuis plus de 45 ans un pseudo laxisme, veut rajouter à cela la légitime défense et l'autorisation d'utiliser les armes de service sans que les policiers soient justement en service.



De malheureux policiers dans la rue

C'est justement en octobre dernier, lors des manifestations sauvages de policiers armés de leur Sig-Sauer, que ceux-ci ont su trouver une oreille attentive. Marine Le Pen, le 20 octobre dernier, affiche avec un air grave dans une vidéo son soutien total aux policiers dans la rue les appelant à la guerre : « nous savons que la guerre que l'on vous demande de mener est totale » contre un ennemi qui reste invisible dans son discours. Elle en appelle à un renforcement des effectifs policiers (« avec une augmentation sensible des effectifs de police [...] formés, motivés, managés et surtout soutenus »), matériel (« [...] la dotation de matériels et d'armements modernes et dimensionnés, à la formation des personnels aux nouvelles menaces à commencer par un entraînement très régulier au tir. ») et juridique (« établissant une présomption de légitime défense pour les fonctionnaires de police nationale attaqués, en rendant anonyme leurs plaintes contre leurs agresseurs pour ne pas les désigner aux voyous »). Marion Maréchal-Le Pen et Collard sont présents dans la rue aux cotés des policiers. Rodolphe S., proche du FN, prend la tête du mouvement courant les micros et les caméras, on apprendra plus tard qu'il ne fut jamais policier. Le FN cherche à saupoudrer un corps profitant déjà de largesses de l'État, mais son autre objectif reste d'élargir son électorat aux travailleurs-euses des services publics qui ne sont pas forcément acquis-es à sa cause.

Le FN pour le changement?

Le Front National, par la voix de sa présidente-candidate se pose en parti anti-système, force est de constater qu'en voulant renforcer les effectifs de police et son matériel elle ne fait, là aussi, que renforcer ce "système". La police, et les exemples ne manquent pas, s'est toujours posée en pilier du "système" en rabattant systématiquement la répression sur les mouvements sociaux. Comme nous l'avons vu, lors des manifestations contre la loi Travail, où l'un de nos camarades, Laurent, a perdu un œil. Multipliant les bavures et les crimes, et l'actualité le prouve encore avec la mort d'Adama Traoré ainsi que le viol de Théo Luhaka, la police ne fait qu'imposer un climat de terreur au service des institutions que Marine Le Pen prétend combattre, institutions dont son père à également profité tout au long de ces six dernières décennies, elle lance une pétition de soutien aux policiers violeurs. La course à l'ultra-sécuritaire ne s'arrête pas aux portes du FN, il a su entraîner les partis de gouvernement qui savent jouer de la matraque quand la colère sociale monte et se fait entendre, ou quand la violence terroriste sert à justifier la répression des mouvements avec l'état d'urgence.

Le Front National et ses sbires, ne prétendent pas combattre l'« establishment », dans leurs discours et leur programme ils en appellent à le durcir encore plus. Il en est de même pour le pseudo-penseur antisémite obsessionnel Soral, qui s'est lui aussi



Soral, l'ami des CRS

autoproclamé anti-système et porte avec fierté et ostentation des t-shirts offerts par des membres du RAID, des CRS et d'établissements pénitentiaires. Face à la farce des « anti-systèmes » on s'opposera avec nos luttes sociales, seuls moyens d'ébranler ce système dans lequel eux-mêmes se pavanent...